Élections Législatives du 23 Novembre 1958

1re CIRCONSCRIPTION DE LA SOMME

Électeurs, Électrices,

Nous avons été désignés par les Sections Socialistes de la 1re Circonscription comme candidat titulaire et candidat remplaçant aux élections législatives et nous venons vous exposer les raisons qui nous font vous demander vos suffrages.

Le référendum a dégagé une majorité importante pour approuver la nouvelle constitution et l'action du Gouvernement actuel. Ce succès est dû pour une large part à l'adhésion agissante apportée par notre Parti. Nous avons nous-mêmes voté oui et appelé nos amis à voter oui.

Cette constitution si largement acceptée va entrer en application ; il s'agit de la bien utiliser et d'en faire un instrument de travail efficace ; sans renier notre action passée nous entendons nous placer à l'avant-garde de la Ve République et apporter aux Français les résultats qu'ils attendent.

Nous vous devons d'abord d'évoquer à l'appui de notre candidature le passé de réalisations du Parti Socialiste.

LES RESULTATS DE 1936 :

— Congés payés - Quarante heures - Conventions collectives - Office du Blé - Scolarité portée à 14 ans.

LES RESULTATS DE 1956 :

— Fonds Solidarité Vieillesse - Abattement des zones de salaires - 3 semaines de congés payés - Préavis de licenciement d'un mois - Loi-cadre du logement - Protection des travailleurs à domicile - Course prix-salaires stoppée.

Nous avons aussi le droit de parler des effets heureux de l'activité du Gouvernement actuel auquel nos amis — Guy MOLLET et Max LEJEUNE au premier rang — ont apporté un concours sans réserve :

Restauration des libertés démocratiques - Solution de principe du problème de l'Afrique Noire - Progrès considérables dans les difficultés d'Algérie - Elaboration d'une constitution et d'une loi électorale parant aux déficiences de la IVe République.

Nous avons aussi le droit d'invoquer notre passé d'administrateurs municipaux et cantonaux. Tour à tour, à la tête de la Ville d'Amiens, toujours en étroite collaboration, nous avons pu faire progresser notre Cité dans la voie du développement industriel, commercial et social.

Toutes ces références devraient être à vos yeux déterminantes. Nous estimons qu'elles ne nous dispensent pas cependant de vous donner les grandes lignes de notre programme d'avenir.

SITUATION ECONOMIQUE.

Certes on voit apparaître la menace de difficultés économiques. Certaines entreprises diminuent les heures de travail, certaines procèdent à des réductions de personnel. Les produits fabriqués ne trouvent plus à s'écouler normalement, les chiffres d'affaires baissent.

Nous pensons qu'il faut lutter à outrance contre cette crise menaçante.

Il faut agir énergiquement pour maintenir d'abord le niveau record de production actuellement atteint et ensuite poursuivre l'expansion économique. Pour cela, il faut rejeter toutes mesures restrictives des investissements et du volume du crédit et, au contraire, envisager de donner à l'économie le coup de fouet indispensable.

Il n'y a pas d'amélioration du pouvoir d'achat individuel sans accroissement du revenu national, on ne peut distribuer que ce qui est produit. Il faut donc favoriser le développement industriel, maintenir au commerce sa rémunération normale, développer et protéger l'artisanat. Le plein emploi, c'est-à-dire la suppression permanente de toute forme de chômage, est un but qu'il est essentiel d'atteindre.

Il faut également permettre à tous les travailleurs de recevoir un salaire, suffisant à lui assurer à lui et à sa famille la vie décente à laquelle il a droit.

PROGRAMME SOCIAL.

Quel que soit le revenu national il importe qu'il en soit fait une répartition équitable. Il faut assurer :

— La sécurité du travailleur - La sécurité de la vieillesse - La formation physique et intellectuelle des jeunes.

Il faut aussi assurer une équitable distribution des charges entre les citoyens, par une réforme fiscale profonde qui apporte simplicité et clarté, là où règnent actuellement l'obscurité et la complexité.

Il faut débarrasser les industriels et les commerçants de la tenue de comptabilités fiscales compliquées entrainant des contrôles tracassiers et désagréables à supporter.

LOGEMENT.

Nous ne surprendrons personne en écrivant que nous sommes partisans de la lutte à outrance contre la crise du logement ; il faut élever les crédits pour la construction en locatif par les collectivités et les Organisations H.L.M. Il faut aussi augmenter l'aide à l'accession à la propriété.

ENSEIGNEMENT.

L'afflux des générations nouvelles a posé des problèmes matériels difficiles pour tous les ordres d'enseignement ; il faut rattraper le retard et, dans l'avenir, résoudre chaque problème en son temps.

Il faut que nos maîtres jouissent de la situation matérielle et de la considération que méritent leur compétence et leur dévouement.

L'Ecole de la République doit être maintenue hors de portée de toute attaque.

PROBLEMES D'OUTRE-MER.

Par leur vote massif au référendum, les populations d'Afrique Noire ont donné leur adhésion à la communauté française. Il ne faut pas les décevoir dans la mise au point du fonctionnement de cette communauté. La politique du gouvernement actuel de GAULLE-Guy MOLLET, prolongement de la politique Guy MOLLET-DEFFERRE, doit être poursuivie.

PROBLEMES ALGERIENS.

La crise algérienne correspond à une préoccupation essentielle. Le but à atteindre est la coexistence harmonieuse des deux Communautés dans la reconnaissance d'une totale égalité des droits. Il est nécessaire de RETABLIR AU PLUS TOT LA PAIX, et il y donc lieu de rechercher un CESSEZ-LE-FEU accompagné de garanties réciproques.

Il ne pourra être de solution à ce dramatique problème que politique, c'est-à-dire résultant de négociations avec les représentants qualifiés de la population, SANS AUCUNE EXCLUSIVE. Chaque jour qui passe rend de plus en plus urgente une telle solution.

POLITIQUE INTERNATIONALE.

Il n'est pas inutile de rappeler que les préoccupations essentielles de notre Parti demeurent :

— Respect du droit et des traités.

— Effort permanent en vue du désarmement : « Ni contrôle sans désarmement. Ni désarmement sans contrôle, mais tout le désarmement contrôlable ».

— Arrêt contrôlé des expériences nucléaires.

— Poursuite de la construction de l'Europe avec adaptation de l'Economie Française au marché commun.

— Accentuation de l'effort en faveur des pays sous-développés.

Il faut promouvoir avec énergie une politique de Paix — et en même temps s'efforcer d'obtenir :

— Le maintien de notre système de sécurité collective au sein de l'alliance atlantique (O.T.A.N.).

— Le règlement des différends internationaux par les rencontres appropriées.

— Le développement des échanges économiques et culturels entre tous pays.

Et nous tenons à bien affirmer que pour nous l'essentiel demeure une Paix *désarmée* sans laquelle il ne peut exister dans le monde une liberté totale pour les peuples et les individus, ni espoir pour les générations futures.

Voici dans un raccourci trop sec et forcément incomplet les raisons qui nous permettent de faire appel à vos suffrages le 23 Novembre.

Vu les Candidats :

Camille GORET

Maire d'Amiens, Conseiller Général

REMPLAÇANT EVENTUEL :

Maurice VAST

Ancien Maire d'Amiens, Conseiller Général

Candidats du Parti Socialiste S. F. I. O.

IMPRIMERIE NOUVELLE, AMIENS